

XXIV^e Congrès : nouvelle étape de la crise du PCF

PIERRE-HENRI NATANSON

La préparation du XXIV^e Congrès du Parti communiste français, qui se tiendra à Saint-Ouen du 3 au 7 février 1982, reste tout entière dominée par l'accélération de la crise de ce parti, après son recul électoral « historique » de mai et juin derniers. Les « explications » sur le passé ou les orientations pour l'avenir qui sont présentées dans le projet de résolution adopté par le CC le 8 octobre dernier ne paraissent nullement être en mesure de donner à la direction les moyens d'enrayer la crise. Tout comme l'ensemble des mesures disciplinaires, dont la plus importante a été la ratification par le même CC du 8 octobre de l'exclusion de fait d'Henri Fiszbin et des vingt-neuf autres membres fondateurs de *Rencontres communistes* et qui visent à une encore bien hypothétique « normalisation » interne du PCF.

Les scrutins du 10 mai puis du 14 et 21 juin s'inscrivent dans une perspective historique qui est celle du déclin électoral régulier du PCF depuis 1947, avec les grandes étapes qu'ont constituées 1956-1958, puis sa lente érosion électorale, après 1972 et la signature du Programme commun, au profit du Parti socialiste dirigé par François Mitterrand. Mais l'ampleur du désastre électoral subi, par le candidat Georges Marchais ou par les députés communistes sortants, a sanctionné deux aspects plus conjoncturels de sa politique. La politique de division acharnée faisait suite à des années de dévoiement des luttes au nom de l'Union de la gauche. Pour des millions de travailleurs, y compris beaucoup de ceux qui votaient traditionnellement communiste, c'est le PCF qui, par la rupture des négociations sur la réactualisation du

Programme commun en septembre 1977, puis son offensive contre le PS et le chantage au désistement, portait la principale responsabilité de la victoire de la droite aux législatives de 1978. Par centaines de milliers, sinon par millions, les travailleurs se sont détournés d'un parti qui, malgré sa surenchère revendicative et activiste autour des 131 propositions et des luttes montées en épingle par la direction CGT, semblait tout faire pour permettre la réélection de Giscard. Le projet de résolution vaut son pesant d'effronterie et de cynisme bureaucratiques : « *Le Parti communiste français a pris toute sa part dans la victoire. La volonté de changement était au cœur de la campagne qu'ont menée ses militants avec leur candidat Georges Marchais pour l'élection présidentielle. L'apport de ses suffrages a été décisif dans le succès du 10 mai puis l'élection d'une majorité de gauche à l'Assemblée nationale.* » Mais des millions de travailleurs se rappellent comment, pendant des mois, Georges Marchais et la direction du PCF ont refusé de s'engager sur la question du désistement et de l'unité pour battre Giscard. Ils se souviennent des « petites phrases » du secrétaire général sur « la bande des trois » ou expliquant que la « discipline républicaine » était à ranger au grenier des accessoires démodés du mouvement ouvrier. Ils se souviennent comment les pétitionnaires d'Union dans les luttes ont été calomniés et accusés d'électoralismes depuis les colonnes de *l'Humanité*.

La désaffection électorale des travailleurs à l'égard des candidats du PCF a également reflété l'impact croissant de la crise internationale du stalinisme. La direction du PCF a

là aussi payé le prix fort pour la dégradation générale de l'image de marque des pays du « socialisme réellement existant » aux yeux des classes ouvrières ouest-européennes. Mais elle a également payé l'aspect ostentatoire et parfois provocateur pris ces dernières années par son soutien à la bureaucratie soviétique. La petite phrase du XXIII^e Congrès sur « *le bilan globalement positif du socialisme existant* », l'appui inconditionnel apporté à l'intervention contre-révolutionnaire de la bureaucratie soviétique en Afghanistan, le soutien réaffirmé à la bureaucratie polonaise contre laquelle se dressent dix millions de travailleurs organisés dans Solidarité, tout cela aussi a pesé et continué de peser lourd dans la désaffection électorale et dans la crise intérieure que subit le PCF.

Un déclin historique

La gravité de la crise du PCF tient également à une série de facteurs historiques et structurels. Les processus de recomposition au sein du mouvement ouvrier français ne portent pas seulement sur le terrain de l'influence électorale du PC et du PS, même si c'est là que les bouleversements les plus spectaculaires sont intervenus.

Ils interviennent également au niveau syndical, avec la perte d'influence notable de la CGT depuis plusieurs années au profit de la CFDT et qui s'est encore accélérée avec l'alignement inconditionnel de la majorité de la direction en faveur du « candidat des 131 propositions ». Cette politique a provoqué au sein de l'organisa-

tion cégétiste des résistances sans précédents, attestées par l'écho de l'Appel de Marseille et les autres initiatives des militants cégétistes, membres du Parti communiste, du Parti socialiste, militants révolutionnaires ou sans parti désireux de s'opposer à cette ligne de division portée au cœur du mouvement syndical. Cette recomposition du mouvement ouvrier organisé reste inégale. Elle n'affecte encore que partiellement les bastions industriels sur lesquels l'influence du PCF, au travers de la CGT, reste prépondérante. La faible structuration du PS dans les entreprises, la faiblesse de ses liens avec les syndicats, la composition sociale bourgeoise et petite-bourgeoise de ses directions, ne l'ont pas préparé à faire pièce au PCF dans ces « bastions » aussi facilement qu'il a pu le faire au niveau électoral. Mais il y a pourtant, pour la direction du PC, péril en la demeure. Obligé de le reconnaître dans le projet de résolution, le PCF a énormément reculé dans les grandes entreprises, même si d'autres forces politiques n'ont pas encore été capables de mettre ce vide à profit : « *Depuis le XXIII^e Congrès, on constate un affaiblissement de notre travail dans les entreprises, dont témoigne la perte de plusieurs centaines de cellules.* »

Or, le véritable danger de ces phénomènes de recomposition, pour la direction du PCF, c'est qu'ils n'interviennent pas dans une situation de reflux du mouvement ouvrier ou de stabilisation des rapports sociaux comme après 1947 ou en 1958. Ce qui marque la situation d'après le 10 mai, c'est la force de la volonté de changement de millions et de millions de travailleurs, de jeunes, de femmes, dont la combativité et la confiance en leurs propres forces ont été raffermissées par la défaite infligée à la droite. Même si pour un temps les travailleurs continuent de vouloir laisser au gouvernement Mitterrand-Mauroy le temps de mettre en œuvre la « politique du changement », la direction du PCF sait que les principales échéances au niveau de la lutte des classes restent à venir. Elle sait que ces échéances sont liées à la gravité de la crise économique

La crise en mettant aux prises des capitalistes pour lesquels la relance importante des taux de profits reste à l'ordre du jour avec une classe ouvrière dont la combativité est sortie renforcée de la victoire du 10 mai, ne pourra être résolue, dans un sens ou dans l'autre, que par des affrontements sociaux d'ampleur, pouvant déboucher sur l'ouverture de situa-

tions prérévolutionnaire ou révolutionnaire. Avec les effets démultipliateurs et bouleversants que cela ne manquerait pas d'avoir sur le mouvement ouvrier.

A cela s'ajoute le poids des échéances internationales liées à la double crise de l'impérialisme et du stalinisme. Que l'on songe seulement aux premiers effets en retour provoqués dans les mouvements ouvriers des principaux pays européens par la relance de la course aux armements impulsée par les Etats-Unis, mais avec le concours actif de leurs partenaires européens (à commencer par Schmidt et Mitterrand). Mais l'on songe surtout à l'énorme poudrière que constitue, pour le PCF et pour tout le mouvement ouvrier communiste international, le fantastique soulèvement des travailleurs polonais, leur marche à la révolution politique qui met en cause la survie de la bureaucratie polonaise et menace directement les assises de la bureaucratie du Kremlin. Il ne faut pas se tromper sur l'enjeu historique qui s'ouvre dans la période, pour le PCF et sa direction. C'est à juste titre que François Hincker, l'un des initiateurs de *Rencontres communistes* récemment exclus, conclut son dernier ouvrage, *le Parti communiste au carrefour*, en expliquant : « *Mais le temps presse, c'est dans la décennie 1980 que se jouera l'avenir du PCF en tant que force historique. Et, ce qui se joue-là est loin de concerner les seuls communistes, mais bel et bien toute la formation sociale française.* »

Les objectifs de la direction

Le projet de résolution adopté par le CC propose beaucoup de choses, sauf des solutions aux contradictions bien vivantes dans lesquelles se débat la politique du PCF. Il n'est pas possible, dans le cadre de cet article, d'analyser point par point le document de la tribune de discussion, où les prochaines parutions des *Cahiers du communisme* ou de *Révolution* montreront quels sont les points qui apparaissent le plus importants à traiter pour la direction. Qu'il s'agisse, d'ailleurs aussi bien des thèmes qu'elle entend marteler que des questions soulevées par la base et qu'elle essaiera de désamorcer ou de canaliser. C'est à cela aussi que sert traditionnellement une résolution et la discussion « organisée », préparatoire à

un congrès du PCF. Ce projet de résolution semble, sous bénéfice d'inventaire, avoir tout d'abord trois fonctions essentielles :

— justifier, quoi qu'il en coûte, y compris à l'identité historique du PCF, la ligne et le bilan des quatre dernières années et, partant, le maintien de la direction actuelle ;

— essayer de désamorcer les critiques diverses suscitées par les changements de ligne (union-division-union), qui ont donné le tournis à plus d'un militant depuis quatre ans.

Avec, en corollaire, une justification a priori des diverses orientations que la direction pourra être amenée à suivre au cours des prochaines années ;

— parer au plus pressé pour « limiter les dégâts » subis par le parti et colmater les brèches avec trois échéances importantes : le rétablissement au moins partiel de l'implantation perdue dans les bastions industriels et la jeunesse ; la préparation des prochaines échéances électorales (municipales notamment) ; le rétablissement du monolithisme stalinien tant au sein du parti que dans les fractions intervenant dans les organisations de masse.

D'abord le bilan. La résolution feint de poser le problème : « *Que la victoire de la gauche soit allée de pair avec un important recul électoral de notre parti pose une question politique majeure.* » Certes, oui ! Mais quand on ne veut pas répondre à un problème précis, l'échappatoire la plus usitée est de le dissoudre dans un problème encore plus vaste et plus général, où chacun pourra trouver ce qu'il a apporté : « *Il faut certes réfléchir de façon critique sur notre bataille pour l'élection présidentielle et plus largement sur la façon dont le parti a mené son combat depuis le XXIII^e Congrès. Mais y voir clair exige de revenir au plus fondamental, d'examiner le mouvement d'ensemble de notre histoire dans ces dernières décennies.* » Dans l'intégralité de la résolution, hormis quelques réserves sur les formes prises dans les campagnes sur la drogue et sur les immigrés, l'examen critique des dernières décennies s'arrête par enchantement à l'année 1977...

Nouvelles falsifications

Pour justifier ces quatre dernières années, le CC poursuit la réécriture de l'histoire du PCF entamée au XXIII^e Congrès sur le « bilan criti-

que » que le PCF tirerait des expériences du Front populaire de 1936 et 1945. Il explique qu'il a pris du retard, après le XX^e Congrès du PCUS en 1956, dans la définition du socialisme qui conviendrait à la France. La résolution explique qu'après 1956 et surtout après 1968 « *nous n'avons pas su dire assez tôt et assez clair : c'est le socialisme qu'il faut à la France* ». Merveilleux, inénarrable ! Il y a dans cette petite phrase le concentré de cinquante années de falsification stalinienne. C'est drôle, mais on n'a pas eu l'impression, durant la grève générale de mai/juin 1968, que le PCF avait péché par timidité, qu'il n'aurait alors pas dit assez clairement « *c'est le socialisme qu'il faut à la France* ». On a plutôt comme souvenir qu'il a dit exactement le contraire. Il faut aussi citer le passage « autocratique » sur la signature du Programme commun : « *L'illusion a pris corps que la question capitale du contenu des changements nécessaires était réglée d'avance, que la tâche de rassembler les forces populaires autour de solutions de haut niveau se trouvait résolue, que le Parti socialiste était lui-même acquis à de tels objectifs... Et cela a fait sous-estimer l'importance primordiale de l'intervention des travailleurs (...)* En somme, la recherche privilégiée puis la conclusion d'un accord de sommet devançant l'état réel du mouvement populaire (ça, c'est pour expliquer que le niveau de conscience insuffisant des masses est responsable des avatars du PCF, NDLR) ont nourri des illusions qui ont paralysé son initiative. » « *Une seule solution le Programme commun !* », ce n'est pas le PS qui scandait ce mot d'ordre dans les manifs. Combien de centaines de luttes ont été dévoyées en 1972 et 1977 au nom du « *attendez la victoire électorale de l'Union de la gauche, il ne faut pas effrayer les couches moyennes* » ? Quelques lignes plus bas, la direction du PCF explique crûment quel est pour elle le grand crime du Programme commun : « *Il effaçait la différence entre les deux partis. Dans un contexte où tout favorisait la bipolarisation de la vie politique, cela poussait au vote socialiste, identifié au vote utile.* » Le crime du Programme commun : « *Il a favorisé le progrès de la gauche, mais à nos dépens.* »

Les retours critiques sur quarante-cinq ans d'histoire du PCF ne paraissent pas en mesure de doter le parti d'une nouvelle identité qui lui permette de concurrencer le PS. Après l'abandon formel de la référence à la dictature du prolétariat lors du XXII^e Congrès, on abandonne

maintenant la référence à l'étape de démocratie avancée. Cet avatar tricolore de la théorie stalinienne de la révolution par étape et des voies pacifiques avait au moins le « mérite » théorique d'expliquer que « *le passage du capitalisme au socialisme, quels qu'en soient les formes et les moyens sera toujours un changement qualitatif, un bond révolutionnaire car il signifie un changement du système de propriété des grands moyens de production et d'échange, le passage du pouvoir politique des mains de la bourgeoisie à celles de la classe ouvrière et de ses alliés, un degré supérieur de l'évolution morale et culturelle de la société.* » Dans le *Manifeste de Champigny* de décembre 1968, la résolution propose tout autre chose : « *Le communisme n'est pour nous, ni un Etat qui doit être créé, ni un idéal sur lequel la réalité devra se régler. Nous appelons communisme le mouvement réel qui abolit l'Etat actuel.* » Voudra-t-on être méchant ? Comme par hasard, les citations (tronquées) de Marx et Engels citées par la résolution sont les mêmes, extraites de *la Guerre civile en France*, que celles utilisées par Edouard Bernstein dans le dernier chapitre de son ouvrage révisionniste *les Présupposés du socialisme*, pour expliquer que « *le but final n'est rien, le mouvement est tout* », et repousser aux calendes grecques l'instauration de la dictature du prolétariat et du socialisme.

Mieux qu'à la Samaritaine

Si on laisse de côté les aspects de son identité qui sont liés à sa nature stalinienne (spécificité d'appareil, continuité de ses traditions et de son appareil de direction, liens avec la bureaucratie du Kremlin) et qui jouent d'ailleurs de plus en plus un rôle répulsif, on voit que ce n'est pas sur le terrain des conceptions stratégiques d'ensemble que le PCF peut espérer refaire le terrain perdu face au PS. Incapable de résoudre la crise d'identité du PCF, et l'aggravant même en remettant en cause quelques décennies de son histoire pour justifier le passé récent, la direction se révèle, dans ce projet de résolution, incapable de résoudre la crise d'orientation. En Mai 1968, le bureau politique du PCF est passé, en quelques jours, d'une ligne de division acharnée couverte par un discours pseudo-radical à un aplatissement devant Mitterrand. Il se solidarise avec un pro-

gramme gouvernemental qu'il dénonçait hier comme la base du consensus entre la « bande des trois ». Ce tournant est reflété dans le projet de résolution par le vague ou l'absence même des revendications ouvrières. On parle vaguement des pouvoirs économiques à donner aux conseils d'atelier et aux comités d'entreprise, de démocratiser les entreprises nationalisées et d'une « *planification décentralisée et contractuelle* ». Le summum : le projet parle seulement « *d'autres nationalisations* ». Exit les polémiques de 1977 sur le nombre des filiales, exit les « 131 propositions ».

Mais, le plus déroutant pour nombre de militants du PC n'est pas seulement dans le dernier tournant. C'est aussi que le projet de résolution contient assez de petites phrases pour justifier à l'avenir toutes les orientations possibles, aussi bien la participation à la gestion gouvernementale de l'austérité (en expliquant qu'on respecte le suffrage universel et que c'est le niveau de conscience des travailleurs qui n'est pas assez élevé) qu'une politique de mise d'un pied, voire de deux, hors du gouvernement (sous le prétexte de ne pas cautionner une éventuelle expérience social-démocrate). Labica avait déjà montré comment les « petites phrases » les plus contradictoires figuraient dans la résolution du XXIII^e Congrès. C'est encore plus vrai pour ce projet de résolution. Mieux qu'à la Samaritaine, on y trouve tout, et même le contraire de tout !

Si les moyens de conjuguer parti de lutte et parti de gouvernement ne sont pas très explicites, il est, par contre, clair que des éléments essentiels de la vieille politique de division sont maintenus et théorisés. La résolution parle du rassemblement populaire (adresse aux croyants, au patriotes, à ceux qui veulent vivre et travailler aux pays). Il suffit de remarquer que tout ce qui est lutte et action autonome n'incombe qu'au PCF et à la CGT. Il n'y est pas une seule fois question d'unité d'action syndicale, il n'y a pas un mot pour caractériser les autres composantes politiques (y compris le PS) ou syndicales (si ce n'est par la négative en expliquant que seule la CGT incarne le courant révolutionnaire du syndicalisme français) du mouvement ouvrier. Parti de lutte et parti de gouvernement : le PCF l'entend, pour l'instant, comme la solidarité sans faille au gouvernement et le maintien de la division dans l'action. Quitte à jouer demain

sur d'autres tactiques, y compris le recours à une certaine unité pour canaliser et dévoyer des mouvements sociaux de trop grande ampleur.

Serrage de vis

La direction du PCF prépare surtout, au-delà des élections de 1983, les grandes échéances politiques et sociales qui pointent à l'horizon de la situation nationale et internationale et qui peuvent remettre gravement en cause le statu quo. Pour stabiliser la crise et colmater les brèches (les seuls objectifs réalistes que se fixe en fait la direction du PCF), elle martèle trois axes :

— la priorité donnée à la stabilisation et au renforcement de son implantation ouvrière, notamment dans les grandes entreprises ;

— la reconstitution du monolithisme stalinien intérieur, avec une défense vigoureuse des règles du centralisme bureaucratique ;

— dans ce contexte, la réaffirmation ouverte de ses liens avec la bureaucratie du Kremlin vise à assurer la cohésion interne de son noyau militant et de son appareil central, touchés par la crise.

La direction du PCF, qui a la triple responsabilité historique de la trahison de la grève générale de 1936, de l'insurrection et du mouvement d'auto-organisation à la Libération, de la grève générale de 1968 enfin, sait mieux que quiconque où se jouent les grandes épreuves de force politiques et sociales : dans la classe ouvrière et en particulier ses bastions. Elle sait aussi que là se situe pour elle le prochain point d'ancrage pour lui permettre de freiner efficacement son déclin. La résolution reflète cette préoccupation : *« Le rôle de la classe ouvrière se renforce d'autant plus que le cadre essentiel de son activité, l'entreprise, occupe désormais une place centrale dans la vie du pays (...) L'entreprise est le lieu par excellence du combat de classe. C'est bien pourquoi toutes les forces politiques y attachent, aujourd'hui, tant d'importance (...) Mener bataille à l'entreprise et la gagner doit être l'objectif numéro un de tout le parti (...) Cela exige à tous les niveaux du parti (comité central, comité fédéral, comité de section) de disposer nos forces dirigeantes en fonction de ces objectifs, afin d'impulser l'action concrète des communistes, de renforcer le parti dans toutes les entreprises et, en parti-*

culier, les grandes. Le parti dans son ensemble doit en être convaincu : la remontée de son influence et l'avancée démocratique vers le socialisme en dépendent. »

Tournant vers les entreprises, mais aussi serrage de vis intérieur. Toute la fin de la résolution est consacrée au fonctionnement intérieur du parti, à la justification de son système centralisé bureaucratique actuel. De façon inhabituelle dans une résolution de congrès, la direction du PCF polémique ouvertement contre le droit de tendance. Polémique qui prend tout son sens avec l'exclusion récente des trente membres fondateurs de *Rencontres communistes* et le véritable climat de chasse aux sorcières exercé contre ceux qui les soutiennent ou protestent contre leur mise hors du parti. Dans cette perspective de normalisation et d'effort pour réhomogénéiser le noyau central du parti, la référence aux liens internationaux avec la bureaucratie du Kremlin joue un rôle particulier. En un certain sens, le projet de résolution pour le XXIV^e Congrès va plus loin que la résolution votée au XXIII^e. On y explique que ce qui était dit à ce congrès était juste (y compris, doit on donc comprendre, la petite phrase sur le « bilan globalement positif »). Pour montrer comment *« la démocratie est la question clé du développement »* du socialisme existant, le document cite, comme *« succés prometteurs »* et *« d'importantes réformes »*, le développement de mesures décentralisatrices et d'initiatives pour accroître la responsabilité en Hongrie et en Bulgarie ; la lutte contre la bureaucratie au Vietnam ; ou la mise en place du pouvoir populaire à Cuba ! Sur la Pologne, neuf lignes en tout et pour tout, pour dire que, là aussi, il y a eu un « retard ». Le nom de Solidarité, qui ne regroupe quand même que dix millions de travailleurs polonais, n'est même pas cité. Le PCF maintient sa ligne de soutien à l'intervention soviétique en Afghanistan. A n'en pas douter, cela pèsera lourd dans la capacité du PCF de persuader les travailleurs français que, « parti révolutionnaire de la classe ouvrière », il est aussi « le parti du socialisme autogestionnaire ». Mais ce n'est pas là la priorité que s'est assignée la direction du grand corps malade qu'est le PCF.

21.10.1981